

Sheila BUNWAREE

Chef de Département de Sociologie,
Faculté des Sciences Sociales
Université de Maurice

Les sciences sociales et la mondialisation – une meilleure articulation entre société civile et l’Etat par le biais des sciences sociales.

Introduction

La mondialisation a toujours existé. C’est faux de croire que c’est un nouveau phénomène. La seule différence est que la mondialisation qui peut être décrite comme un démantèlement de l’espace et du temps se fait d’une façon vertigineuse. La communication et les nouvelles technologies ont aidé énormément à briser multiples formes de barrières et on constate aujourd’hui qu’il y a un libre mouvement de capitaux. Cependant, le mouvement des humains n’est pas devenu aussi libre qu’on aurait souhaité. Ma communication propose de démontrer comment la mondialisation se traduit dans les faits et quelles sont les implications de cette mondialisation sur le développement humain dans une petite société insulaire qui n’a presque rien comme ressources naturelles et quel est le rôle des sciences sociales vis à vis du développement. La question que je pose aussi est la suivante : quelle devrait être le rôle de la société civile et est-ce que les sciences sociales peuvent aider à renforcer la société civile.

Maurice est géographiquement isolé du reste du monde mais elle a pu développer un système de « développement dépendant ». Elle a pendant longtemps utilisé une diplomatie économique en négociant des marchés et des tarifs raisonnables pour ses quelques produits- surtout la canne à sucre et le textile. L’île Maurice post-indépendante a construit son succès économique en diversifiant son économie, tout en mettant en place une politique sociale. L’état providence a toujours joué un rôle important à Maurice.

Se penchant sur le cas Mauricien, le professeur Meade et beaucoup d’autres tels que Kearney, Naipaul pour ne mentionner que deux autres, disaient que l’île Maurice était dans un gouffre, au bord d’un grand désastre. Plusieurs dangers guettaient l’île Maurice dans la période post-indépendance. Les dangers pouvaient se résumer ainsi : une trop grande dépendance sur la monoculture de la canne à sucre, une balance de paiement déficitaire, des dettes énormes que le pays avait du mal à gérer, une population explosive, c’est-à-dire le taux de naissance était très élevé dans les années 60 et la peur du « Hindu hegemony ».

Mais en moins de 20 ans, l’île Maurice était devenu le tigre de l’Océan Indien, avec un produit national brut par tête d’habitant qui s’élève jusqu’à environ \$4,800 US. L’île Maurice a donc été vendue au reste du monde comme un « middle income country », un miracle économique, un modèle de paix et de cohésion sociale. Ce dernier aspect est aussi très important car l’île Maurice était très divisée et déchirée sur la question de l’indépendance de l’île. 44% de la population, surtout de groupes minoritaires – non-hindous votaient contre l’indépendance. Et pourtant pendant les dernières décennies, Maurice a été un havre de paix et d’harmonie sociale jusqu’au moment où on a eu les émeutes de février 1999.

Plusieurs facteurs ont contribué au succès économique de Maurice :

- 1) Le rôle prépondérant de la bourgeoisie nationale et du capital sucrier est indiscutable. Les Blancs connus surtout comme les franco-mauriciens qui possédaient les grandes plantations de canne à

sucres ont beaucoup investi dans les autres secteurs – tels que la zone franche, le tourisme et le secteur des services financiers.

2) L'élite politique et l'élite économique, n'étant pas la même, ont permis à la bureaucratie post-coloniale qui était relativement bien éduquée de planifier le développement économique, et de faire en sorte que les différents 'stakeholders' travaillent ensemble. Les leaders de l'époque étaient très influencés par le mouvement Fabianism, et se sont beaucoup investis pour promouvoir l'état providence à Maurice.

3) L'ajustement structurel à visage humain.

Maurice est un des rares pays qui a résisté aux « conditionnalités » de la Banque Mondiale et du FMI. Pendant que ces derniers insistaient sur le rétrécissement de l'état et l'abolition de l'éducation et de la santé gratuites, Maurice a continué à non seulement offrir l'éducation et la santé gratuite mais aussi la pension universelle pour ceux qui sont au dessus de soixante ans.

4) Ethnicité et Flux de Capitaux et de FDI

Malgré le fait que la zone franche constitue une grande partie du capital sucrier local, Maurice a aussi bénéficié des investissements importants de Hong Kong surtout au moment où HongKong exprimait sa peur et sa hantise par rapport à ce qui allait se passer au capital Hong kongais lorsque la Chine communiste allait reprendre HongKong.

La présence chinoise à l'île Maurice jouait un rôle rassurant, et a donc attiré un grand mouvement de capital Hong kongais, et plus récemment on constate de flux de capitaux très importants de l'Inde dans le secteur Information Communication Technology. L'Ethnicité a sans doute un apport économique dans le modèle mauricien.

5) Deux autres facteurs qui ont joué un rôle relativement important dans le développement de Maurice sont le « social dialogue » et le « Institutional Development ». Les syndicats sont relativement actifs surtout par rapport aux négociations tripartites. Chaque année le secteur privé, les syndicats et l'état se rencontrent autour d'une table pour discuter les compensations salariales et cela se fait dans un cadre très transparent et efficace. Le Capital institutionnel avec la création de plusieurs secteurs para étatiques a contribué énormément au développement.

Mais la question qui se pose est la suivante : est-ce que Maurice pourrait continuer sur ce même trajectoire ?

Elle a été longtemps perçue comme un « developmental state » et là je me réfère à Leftwich, Evans, Ha Joon Chang pour expliquer comment l'état a joué un rôle moteur dans le développement, mais avec les nouveaux défis auxquels Maurice est confronté dans le sillage de la mondialisation, on ne sait pas si l'île pourrait continuer à faire bonne figure sur le plan du développement, et plus particulièrement sur le plan du « sustainable human development ».

La littérature sur l'état développemental est abondante mais pour le besoin de cet article, je fais allusion à quelques éléments seulement. Le succès des pays du Sud Est Asiatique durant le 20 ème siècle a attiré l'attention de beaucoup de gens. Des pays tels que le Japon, La Corée et Taiwan ont atteint des taux de croissance très importants, et un niveau d'industrialisation très conséquent aussi. Des modèles de développement qui dépendent des entrepreneurs individuels réagissant aux signaux du marché, n'auraient pu prédire ni expliquer le type de transformation qui a eu lieu dans les pays du sud- est asiatique. Ha

Joon Chang (1999) explique que l'état a joué un rôle très important dans le développement économique et social menant à une transformation profonde, et c'est pour cela que le terme état développemental a été utilisé. Plus précisément, Chang (1999) définit l'état développemental comme un état qui prend au sérieux les objectifs d'un taux de croissance à long terme et les changements structurels, et qui en même temps a le potentiel de créer et de régler les relations politiques et économiques qui sont nécessaires pour une industrialisation soutenue.

Selon Chang, les conflits sont prêts à surgir pendant des périodes de grande mutation, mais la bonne gestion politique de l'économie peut aider à mitiger tout cela. Il est aussi nécessaire, selon Chang, qu'il y ait un engagement avec l'adaptation institutionnelle, et les innovations sont nécessaires pour atteindre un bon taux de croissance et des changements structurels importants.

L'état développemental de Maurice a certes fait beaucoup de progrès mais il y a malheureusement maintenant un certain déclin. Tous les indicateurs économiques sont déjà au rouge – La balance de paiements est déficitaire, les dettes extérieures ont beaucoup augmenté, les prix sont en train d'augmenter aussi, mais le signal le plus important de détresse économique est le chômage grandissant- le taux de chômage est de plus de 10%, quoique le chiffre officiel tourne autour de 10% seulement.

Pour une économie qui a connu le plein emploi pendant une longue période, la situation paraît catastrophique et entraîne avec elle une misère importante, et sans doute, des indicateurs qui sont au rouge au moment où le pays fait face à de nombreux défis nous font poser la question : quel rôle pour les sciences sociales ? Mais avant de répondre à cette question, il faudrait peut-être énumérer les défis auxquels est confronté Maurice dans le cadre de la mondialisation...

Les Grands Défis :

Le succès de Maurice a été bâti largement sur des arrangements préférentiels, et les grands défis peuvent se résumer ainsi :

- 1) Le démantèlement de l'accord multifibre et la perte des marchés protégés.
- 2) Les prix garantis n'y seront plus avec la disparition du protocole sucre.
- 3) L'érosion du seul avantage comparatif que le pays avait – c'est à dire la main d'oeuvre bon marché n'existe plus.
- 4) Dépendance sur les travailleurs étrangers/Exploitation de ces derniers/Risque de Xénophobie.
- 5) Le changement démographique très rapide. Une population vieillissante qui implique que le 'dependency ratio' – c'est à dire ratio travailleur – pensionné se détériore et ceci veut dire qu'il y a beaucoup plus de pression sur les ressources et surtout sur l'état providence.
- 6) Le FDI (Investissements étrangers) est en baisse ; Maurice, selon le World Investment Report (2001) est le pays qui recevait le moins de FDI dans la région Afrique Australe. L'Afrique du Sud Post-apartheid et Madagascar sont d'autre part des compétiteurs, et même des menaces pour Maurice.
- 7) Maurice n'a pas suffisamment diversifié son industrie. Il y a une surdépendance sur un ou deux produits dans la Zone Franche, et le manque d'intégration verticale et horizontale accentue sa dépendance sur l'étranger.
- 8) Le manque de formation appropriée du capital humain pose un grand problème. Environ 40 % de sa population estudiantine

échouent à la fin du premier cycle et ne pourront jamais être absorbés dans le « hub » de savoirs, auquel l'île Maurice aspire. Il n'est pas possible pour Maurice de devenir une « cyber-île » ou un « intelligent network island », car il lui manque une main d'oeuvre qualifiée pour ce secteur. Beaucoup de réformes éducatives ont été entamées mais ce manque perdure.

- 9) Un niveau de corruption sans précédent a généré une chute dans les classements, de Transparency International
- 10) La pauvreté grandissante et la paupérisation dans un contexte où la richesse reste concentrée entre les mains d'une petite poignée de familles franco-mauriciennes.

Un des symptômes de cette misère grandissante est sans doute constitué par les émeutes de 1999, et là je voudrais me pencher un peu sur le « Malaise créole ». Dans un article intitulé « Trouble or Paradise », Carroll et Carroll arguent que les émeutes de 1999 sont largement attribuables au malaise créole. Ce dernier est un terme qu'on utilise pour décrire les conditions déplorables dans lesquelles vit un segment important de la population, plus connu comme les « Ti Kreol ». Ce qu'on appelle les créoles à Maurice sont partiellement les descendants d'esclaves venus d'Afrique et de Madagascar. La mort du Kaya chanteur de reggae en cellule policière a été en quelque sorte le « détonateur » de ces émeutes. On a eu lors de ces émeutes différentes formes de révolte contre les symboles du capitalisme et de l'état. Les stations de police, les ambulances, les feux de signalisation ont été détruits et brûlés. Et tout cela a aussi dégénéré dans des attaques communales entre les créoles d'un côté, et les Hindous et Musulmans de l'autre. Tout cela nous rappelle les propos de Amartya Sen:

« There is a lot of evidence in history that acute inequalities often survive precisely by making allies out of the deprived. The underdog comes to accept the legitimacy of the unequal order and becomes an implicit accomplice. It can be a serious error to take the absence of protests and questioning of inequality as evidence of the absence of inequality ».....

Il y a certes de plus en plus d'inégalité à Maurice. Les poches de pauvreté augmentent et on voit plusieurs autres symptômes de cette pauvreté sous la forme d'une criminalité grandissante, de différentes formes de violence, d'une hausse de la mendicité et de la prostitution, d'une expansion du secteur informel, d'une augmentation des enfants de rue, et du problème de la main d'oeuvre infantile.

Les statistiques cachent souvent certaines réalités, et c'est là que les sciences sociales et non seulement les sciences sociales par elles-mêmes, mais aussi les intellectuels qui font partie de la société civile, ont un rôle à jouer.

Les Sciences Sociales et la Société Civile à Maurice

La Société Civile est un terme un peu fourre tout. Tout ce qui n'appartient pas à l'état et le secteur privé tombe plus ou moins sous le chapeau « société civile ». Mais cette dernière reste faible, et elle n'est pas suffisamment organisée. Une société civile bien structurée, et inspirée par les recherches appliquées en sciences sociales, aurait pu contribuer à interpeller les dirigeants et faire du « advocacy et du lobbying » pour une meilleure condition humaine et un développement à visage humain, surtout à un moment où la mondialisation bat son plein.

Les sciences sociales restent malheureusement le parent pauvre de l'Université de Maurice. Malgré tous les problèmes sociaux, on voit que les ressources allant aux sciences sociales restent limitées, et pire encore, les données ne sont pas suffisamment affinées pour pouvoir se faire une idée de la place de la sociologie par exemple. Il y a nul doute que des

études sociologiques appliquées qui émergent des réalités locales/épistémologiques méthodologiques, qui sont bien ancrées dans les réalités locales auraient pu nous aider à trouver des solutions à certains de nos problèmes, mais malheureusement on reste toujours dans la logique des 'savoirs du Nord'. En d'autre terme, il y a un besoin urgent de décoloniser l'esprit même des gens.

Il y a plusieurs autres initiatives telles que la création du Mauritius Research Council, le Centre for Applied Social Science Research, le National Economic and Social Council, qui contribuent aussi aux recherches appliquées en sciences sociales mais très souvent, les résultats restent inexploités, et les décideurs ne s'en servent pas.

Il y a très peu de possibilité pour influencer le « Policy Making ». On peut investir dans les recherches mais si on ne les dissémine pas et si on ne s'organise pas pour faire du « advocacy/lobbying » autour d'un tel problème, on risque d'être confronté à des explosions sociales qu'on n'arriverait plus à contrôler. Le grand intellectuel Edward Saïd d'origine Palestinienne disait que les rôles des intellectuels étaient de dénoncer, et de faire entendre leur voix et de « March and March and March again and again in protests over all forms of injustice ». Mais si nous-mêmes les social-scientists restons bloqués, je pense que la transformation vers des sociétés plus justes et plus égalitaires restera dans l'ordre du rhétorique, et on aura du mal à le traduire en réalité.

C'est peut être aussi pour cela qu'il faut mieux appréhender l'enseignement et l'apprentissage de la sociologie. Il faut trouver des « home grown solutions » à nos problèmes. Il faut éviter de tomber dans le piège de devenir des consultants pour des « foreign donors », et des institutions internationales, surtout être « consultant » pour eux veut dire laisser le « research agenda » dicté et dirigé par eux. Trouver la juste mesure et faire avancer nos sociétés axées sur la promotion d'une conscience sociale est absolument vitale et nécessaire.

Pour conclure, je voudrais dire qu'il faut qu'on réfléchisse sur les binaires suivants lorsque qu'on repense le rôle de l'état. Les binaires sont souvent résumés par des « R » et des « N ». On parle souvent de la Renaissance, du Renouveau, de la Réinvention, de la Reconstruction et de la Réhabilitation de l'état et de l'autre côté, on fait référence à la Déstructuration, à la Dégénération, au Démantèlement, au Dysfonctionnement, à la Distanciation. C'est important que les intellectuels se repositionnent, et aident nos Etats par le biais de la société civile afin de consolider les « R » pour qu'on puisse vraiment avoir un projet de société axé sur le développement humain, dans le vrai sens du mot, et ainsi contrer les problèmes d'un néolibéralisme sauvage.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Battersby Report (1998), *Mauritius National Pensions Fund- Actuarial Review as at 30 June 1995*, Government Actuary's Department, London.
- Best, L (1965), *A biography of Labour*, Caribbean Economy Monograph, Jamaica Institute of Social and Economic Research.
- Beckford, E. L. (1972), *Persistent Poverty: Underdevelopment in Plantation Economies of the Third World*, Cambridge, Mass., Oxford University Press.
- Bheenick, R. (1991), *Beyond Structural Adjustment*, paper presented to seminar on 'Deficit Financing and Economic Management', University of Mauritius.
- Bowman, L. W. (1991), *Mauritius: Democracy and Development in the Indian Ocean*, Boulder West View Press.

- Brautigam, D. (1997), *Institutions, Economic Reform and Democratic Consolidation in Mauritius in Comparative Politics*, Vol 30, no 1.
- Brautigam, D. (1999), *The Mauritius Miracle: Democracy, Institutions and Economic Policy*, in *State, Conflict and Democracy in Africa*, Ed. by R Joseph, Lynne Reiner, Boulder.
- Bunwaree, S. (2004), *Export oriented employment and social policy in Mauritius*, Ed. by Razavi, S. Pearson, R and Danloy, C.
- Bunwaree, S. (2003), *Technology and human capital in Mauritius* (ICOOL conference)
- Bunwaree, S. and Juwaheer (2005), *A study of the informal sector*, Unpublished, Mauritius Research Council, Rose-Hill, Mauritius.
- Business Magazine, 2001 May, No. 465, Best Graphics, Mauritius.
- Business Magazine, 2000, No. 417, Best Graphics, Mauritius.
- Carroll and Carroll (1999), *The consolidation of Democracy in Mauritius*, in *Democratization*, Vol 6, No. 1 (Spring 1999), pp. 179-97.
- Chang Ha Joon (1999) *The economic theory of the developmental state* in M Woo Cummings (ed) *The developmental state*, Cornell University press.
- Dabee, R. and Greenaway, D. (2001) *The Mauritian Economy, A Reader*, Palgrave, United Kingdom.
- Dommen, E. (1996), *Meade's Sugar Export Tax Saved Mauritius*, in *Week-End*, March 10, Port-Louis, Mauritius.
- Economic Indicators No 245, 1996, Ministry of Economic Planning and Development, Mauritius.
- Eriksen, T (1998) *Common Denominators, ethnicity and compromises in Mauritius*, Berg, New York
- Gayan, S. N. (1990) *An Act to Serve: Sir V. Ringadoo (Debates and Speeches)*, Mahatma Gandhi Insutitute.
- Gokhool, J (2005) *Poverty Allevaition programmes in Mauritius*, Unpublished undergraduate dissertation, University of Mauritius, Mauritius.
- Gulhati, R. & R, Nallari, (1990) *Successful Stabilisation and Recovery in Mauritius*, EDI, Policy Cast Series, World Bank, Washington DC
- Hazareesingh, K. Ed (1980) *Selected Speeches of Sir Seewoosagur Ramgoolam*, MGI Press, Moka.
- Hooper, C. (1938) *Report on the Enquiry into Unrest on Sugar Estates*, Government Printing Press, Mauritius
- Joynathsing, M. (1987) *Social Welfare in Mauritius*, in *Social Welfare in Africa*, Edited by John Dixon, Croomhelm, London, pp. 121 – 163.
- Kasenally, R. and Kadima, D. (1995) *Coalitions and Alliances in Mauritius*, *Journal of African Elections*, Vol. 4 No.1, June 2005.
- Katzenstein, P. T. (1998) *Small states in World Markets: Industrial Policy in Europe*, Cornell University Press, Ithaca and London.
- Kearney, R. C (1990) *Mauritius and the NIC model Redux: Or how many cases make a model?* In *Journal of Developing Area*, 24, 2 195-216.
- Lall, S. and Wignaraja, G. (1998) *Mauritius: Dynamising Export Competitiveness*, Commonwealth Secretariat, London.
- Latham-Koenig, A. (1984) *Mauritius: Political Volte Face in the 'Star of the Indian Ocean' Round Table*, 290.
- Le Défi-Plus, 4-10 August 2001, Mauritius, pp. 22.

- Leftwich, A Bringing the state back in, in *Journal of development studies*
Le Mauricien, 17 June 2000, Mauritius.
- Le Mauricien, 25 November, 2000, Mauritius.
- Lingayah, S. (1997), *Social Welfare in Mauritius: A Critical Analysis of Social Service Provisions* Kent, UK: Sankris Publishing, Ltd.
- Linz, J. and Stephan, A. (1996), *Towards consolidated democracies* In *Journal of Democracy*, Vol 7 no 3.
- Meade, J. E. (1968), *The Economic and Social Structure of Mauritius*, London: Frank Cass.
- Meisenhelder, T. (1997) *The Developmental State in Mauritius*, in the *Journal of Modern African Studies*, Vol. 35, Issue 02, June 1997, pp. 279-297.
- Ministry of Economic Planning & Development: Economic Indicators, No. 245, 1996.**
Ministry of Economic Planning & Development: Economic and Social Indicators, No. 397, 16 Dec. 2002.
- Ministry of Finance, Budget Speech 1991-1997, Government Printing, Mauritius.
- Ministry of Women, Family Welfare and Child Development (2000), *National Gender Action Plan*, Port- Louis, Mauritius.
- Mistry, P. S. (2005) *What orientations for Mauritius? Have reached the limits of our production possibilities? Should forget about sugar, textiles, etc?* *Mauritius Times*, 16th – 22nd September 2005, p. 5.
- Mulloo, A. (1982), *Our Freedom, Speeches & Writings of Sir Seewoosagur Ramgoolam*, Vision Books, Delhi.
- Mulloo, A. *Our Struggle, 20th Century Mauritius (Sir Seewoosagur Ramgoolam)*
- Oodiah, M. (1988) *Histoire du Syndicalisme Mauricien: Une Esquisse*, published by Fédération des Travailleurs Unis, Mauritius.
- PROSI Magazine, 1985, No. 4, Mauritius.
- Ramgoolam, “*Achieving Economic Growth In Africa: The Mauritian Experience*,” Address at Harvard University, September 25, 1998.
- Sarris, M. Presentation Round table with the Government of Mauritius, Maritim Hotel, Balaclava, Terre Rouge, March 25 –27th, 1998.
- Sithanen, R. (2003) *Coalition Politics under the tropics: office seekers, power makers, nation building – A case study of Mauritius*, paper presented at the Electoral Institute of South Africa (EISA) Round Table, Cape Town, 19 June 2003.
- Scenario Building Series No. 4, November 2004, *Competitiveness Foresight : What orientations for Mauritius?* National Productivity & Competitiveness Council (NPCC) Office, Port-Louis, Mauritius.
- Seegobin, R. and Collen, L. (1977) *Mauritius: Class Forces and Political Power in Review of African Political Economy*, no 8, pp. 109-118.
- Selwyn, P. (1983) *Mauritius: The Meade Report Twenty Years After*, in Robin Cohen, ed. *African Islands and Enclaves* Beverly Hills: Sage Publications.
- Sen, A. K. (1992) *Inequality re examined*, Cambridge, Mass, Harvard University Press.
- Simmons, Adele Smith. 1982. *Modern Mauritius: The Politics of Decolonization*, Bloomington, Indiana University Press.
- Task force Report to the Ministry of Women’s Rights, 2001, Port-Louis, Mauritius
- The Budget Speech (1983-1984), Ministry of Finance, Port-Louis, Mauritius.
- The Economist, February 28th (1998) *Miracle in Trouble*, London.
- The International Herald Tribune, 20th September, 1993

- The International Herald Tribune, June 17th, 1999.
- Titmuss, Richard M. and Brian Abel-Smith, assisted by Tony Lynes (1968) *Social Policies and Population Growth in Mauritius* London: Frank Cass & Co. Ltd.
- Toussaint A (1977) *History of Mauritius*, London, Macmillan.
- Tyack, J. (1995), *The economic and social importance of the sugar protocol for Mauritius*, Mauritius Sugar Syndicate, Editions, IPC, Mauritius.
- Vision 2020 (1996), *The National Long Term Perspective Study*, Government Printing Press, Mauritius.
- Wignaraja, T and lall, S (1998) *Dynamising export competitiveness in Mauritius*, London: Commonwealth Secretariat
- Wong, D. (2005) *AGOA and its future in Mauritius*, in Mauritius Chamber of Commerce and Industry (MCCI), Chamber News July 29 2005.
- Woo Cummings ,M (199) *The developmental state*, Cornell University press, Ithaca, London.
- World Development Report (1997) Oxford University Press, New York.
- World Investment Report (1997) Oxford University Press, New York.